

**N° DP 23/1090**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU SITE DU DOMAINE DE FABREGAS ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET LE CLUB SEYNOIS MULTI-SPORT - 53EME CROSS DE FABREGAS LA SEYNE-SUR-MER**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision métropolitaine du 31 août 2020 approuvant la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du Littoral, incluant le domaine de La Colle Noire au Pradet, signée le 28 septembre 2020,

**VU** l'article 4 de la convention précitée, précisant la réglementation des activités, usages et occupations du sol et des bâtiments,

**VU** le plan de gestion actuel du Domaine de Fabrégas,

**VU** le projet de convention tripartite établissant les conditions d'occupation temporaire du site du Domaine de Fabrégas entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (gestionnaire), le Club Seynois Multi-Sport (bénéficiaire) et le Conservatoire du littoral (propriétaire) pour l'organisation du 53<sup>ème</sup> Cross de Fabrégas (édition 2023),

**CONSIDERANT** que la gestion du site du Domaine de Fabrégas, au vu de ses richesses patrimoniales floristiques et faunistiques ainsi que de la fragilité des écosystèmes en présence, requiert une attention particulière et des conditions spécifiques pour l'organisation de manifestations sportives,

**CONSIDERANT** la demande à caractère caritatif du CSMS Athlétisme du vendredi 29 septembre 2023 pour l'organisation du 53<sup>ème</sup> Cross du Domaine de Fabrégas par le CSMS Athlétisme,

**CONSIDERANT** qu'afin de réglementer les conditions d'organisation de cette manifestation sportive prévue le 12 novembre 2023 entre 7h et 18h, il convient de signer cette convention,

**CONSIDERANT** que la présente convention est consentie à titre gracieux, en raison du caractère caritatif et du nombre de manifestations sportives annuelles limitées,

# DECIDE

## ARTICLE UNIQUE

**DE SIGNER** la convention tripartite, ci-annexée, afin d'une part, d'autoriser le déroulement de cette manifestation sportive à but caritatif sur le Domaine de Fabrégas, et d'autre part de réglementer les modalités et les conditions de leur organisation.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **14 NOV. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



1000 1000 1000

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
DU DOMAINE PUBLIC DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

**MANIFESTATION SPORTIVE**

SITE DE **FABREGAS N°83-676**  
COMMUNE DE **LA SEYNE SUR MER**  
N° SICLAD 15407

---

Vu les articles L. 322-1 à L. 322-13 du code de l'environnement et les articles réglementaires d'application correspondants,

Vu l'article L.2121-1 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les articles L.2122-1 à L.2122-4 et les articles R.2122-1 à R.2122-8 du code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les orientations prises par le comité local de gestion depuis 2014 et le plan de gestion en cours de rédaction,

Vu la convention confiant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, en date du 28/09/2020 et pour une durée de 6 années,

**ENTRE**

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, situé à la Corderie Royale, BP 10137, 17306 Rochefort Cedex, représenté par sa Directrice, Mme Odile GAUTHIER,  
Ci-après dénommé « **Le Conservatoire du littoral** »,

**ET**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN et dont le siège est à l'hôtel de la Métropole au 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30 536, 83 041 TOULON CEDEX, et agissant en cette qualité pour et au nom de la Métropole en application de la décision métropolitaine n°21/05/178 du 27 mai 2021, gestionnaire du bien désigné ci-après et dénommée « le Gestionnaire »

D'une part,

**ET**

**Philippe MARTINENQ** représentant légal du **Club Seynois Multi Sports – section athlétisme** dont le siège social est situé **72 chemin de la Seyne à Bastian, stade Antoine Scaglia, 83500 La Seyne-sur-mer**, dénommé ci-après "**Organisateur**",

D'autre part,

## IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

### PREAMBULE

Le Conservatoire du littoral est un établissement public de l'Etat créé par la loi n° 75-602 du 10 juillet 1975, destiné à mener une politique foncière de sauvegarde de l'espace littoral, de respect des sites naturels et de l'équilibre écologique.

La philosophie du Conservatoire fait référence à trois séries de critères qui se conjuguent et s'entrecroisent :

- Les valeurs sont propres à l'établissement et à la façon dont il estime devoir mener à bien sa mission en général, pour garantir le caractère d'exception des sites. Ce sont des valeurs d'ambiance (silence, bonne cohabitation entre usagers, discrétion des aménagements), mais aussi de réversibilité (ne pas engager de travaux qui modifient durablement les lieux sans objectif directement lié à la conservation), de contemplation (l'usage du site pour, par exemple, le traverser le plus rapidement possible dans le cadre d'une compétition, est contraire à cette notion) et de non marchandisation (le domaine public est à tous, pas de publicité ni d'activité commerciale non strictement liée à la gestion).
- La biodiversité et sa protection concerne le patrimoine naturel fragile pouvant être endommagé par la pratique.
- L'esprit des lieux concerne les qualités du site liées à des approches d'ordre esthétique, culturel ou symbolique : l'attrait paysager, le patrimoine historique, les richesses immatérielles qu'il convient également de préserver.

Ainsi, en tant que propriétaire des terrains, le Conservatoire se réserve le droit de délivrer une autorisation exceptionnelle, ponctuelle et non reconductible pour une manifestation, si tant est qu'elle n'entraîne ni perturbations ni modifications significatives du site naturel, notamment des secteurs habituellement ouverts au public, et que les parties naturelles restent inaccessibles.

Par décision du Conseil d'Administration, les compétitions sportives et les actions commerciales sont interdites sur les domaines de l'établissement sauf autorisation expresse de cette même instance.

#### **Concernant le site [Domaine de Fabrégas](#)**

Le Conservatoire du littoral est propriétaire d'un ensemble immobilier sur le site du Domaine de Fabrégas sur la commune de [la SEYNE-SUR-MER \(83\)](#).

Les parcelles concernées par la présente convention ont été classées au domaine propre du Conservatoire du littoral par délibération de son conseil d'administration et relèvent par conséquent du domaine public.

Les parcelles objet de la présente autorisation sont incluses dans le site du Domaine de Fabrégas qui bénéficie de mesures de protection (espace naturel protégé, site classé), et qui fait l'objet d'une gestion concertée et organisée entre le propriétaire et [la Métropole Toulon Provence Méditerranée](#).

Une convention de gestion du site Domaine de Fabrégas en date du [28/09/2020](#) a été conclue entre le Conservatoire du littoral et [la Métropole Toulon Provence Méditerranée](#).

## **ARTICLE 1 :OBJET**

### **1.1 Autorisation d'occupation**

Dans le cadre de l'organisation du [53° CROSS de la Seyne – Domaine de Fabrègas](#) l'organisateur a adressé une demande au Conservatoire du littoral, afin de bénéficier d'une autorisation d'utiliser les terrains propriétés de l'établissement sur le site du Domaine de Fabrègas. La compétition, se déroule le [12 Novembre 2023 de 7h à 18h \(organisation\) et de 10h à 17h \(Cross\)](#).

Cette autorisation exceptionnelle est valable uniquement sur les propriétés du Conservatoire du littoral listées dans les plans annexés et sous réserve de la prise en compte des conditions énumérées ci-dessous.

Le Bénéficiaire est autorisé à [organiser la manifestation comprenant 1000 athlètes de 3 ans à 82 ans échelonnés sur la journée, 40 bénévoles et 15 membres de l'organisation](#) sur la(les) parcelle(s) cadastrée(s) :

Section	N°	Lieu-dit	Surface	Surface occupée
BO	0239	Parcelle sud en friche	Sentier le long de la parcelle	
BO	0343	Parking Nord	Sentier le long du parking	
BO	0091	Parcelle Manifestation	Remise des prix	50m <sup>2</sup>
BO	0310	Piste principale		
BO	0309	Piste		
BK	0120	Piste		
TOTAL	6 parcelles		x	x

tel que délimités au plan annexé à la présente convention

Cette autorisation est consentie sur le domaine public du Conservatoire du littoral afin de permettre au bénéficiaire [d'organiser une manifestation inscrite au calendrier fédéral, validée par la Fédération Française d'Athlétisme et la ligue PACA, qui possède un label régional et comprenant des épreuves qualificatives](#).

La présente autorisation d'occupation du domaine public est consentie à titre précaire et révocable dans les conditions de l'article R.2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

La législation concernant les baux ruraux, les baux à loyer d'immeuble ou de locaux à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne lui est pas applicable.

La présente convention d'occupation temporaire (COT) s'applique à l'opération relative au [Cross de la Seyne – Domaine de Fabrègas](#). Elle ne se substitue pas aux autres autorisations administratives réglementaires, qu'il incombe à l'organisateur d'obtenir.

Elle n'est pas constitutive de droits réels.

Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer la présente autorisation à quiconque.

## **ARTICLE 2 :DUREE**

L'autorisation est accordée pour une durée [d'UN JOUR](#) à compter du [12/11/2023](#).

Les installations sur le site débiteront à partir du [12/11/2023](#) pour être démontées au plus tard le [12/11/2023](#).

Pendant toute la durée de la manifestation, des phases de montage et de démontage, le site naturel devra rester accessible au public.

Elle prendra fin de plein droit le 12/11/2023.

La durée de l'autorisation pourra être modifiée par voie d'avenant.

### **ARTICLE 3 : REDEVANCE ET CAUTION**

La présente convention est consentie à titre gracieux.

### **ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX**

Un état des lieux est établi, contradictoirement par les parties, lors de l'entrée en jouissance et de la remise des clés au Bénéficiaire.

Cet état des lieux sera annexé à la présente convention.

Le Bénéficiaire prend le terrain et/ou les bâtiments et installations dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire du littoral, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

Si des dégâts étaient occasionnés au terrain et aux habitats naturels et équipements publics, l'Organisateur s'engage à prendre en charge la totalité des réparations au vu des devis que le Conservatoire ou le Gestionnaire fera établir par des entreprises compétentes.

Les travaux de réparation seront engagés dans un délai d'un mois par l'Organisateur à compter de la date d'intervention pour lesdits travaux fixée dans les devis émis par les entreprises retenues par le Conservatoire ou le Gestionnaire. L'Organisateur ne saura être tenu responsable d'un quelconque retard ou défaut d'exécution de ces entreprises.

Tout délai supplémentaire qui serait dû à des retards ou des négligences de la part du Bénéficiaire entraînerait une pénalité de 500 € par jour ouvrable payables auprès de Monsieur le percepteur comptable public du Gestionnaire.

### **ARTICLE 5 : DROITS ET OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

#### **5.1 Droits**

De manière générale, le Bénéficiaire indique qu'il a une parfaite connaissance des parcelles objet de la convention et qu'il s'engage à alerter le Conservatoire et le gestionnaire sur des actes ou des faits portant atteinte à ces espaces

L'autorisation d'organiser une manifestation sportive est accordée uniquement au Bénéficiaire désigné ci-avant

#### **5.2 Obligations**

La mission du Conservatoire du littoral ayant pour objectif d'assurer la préservation de la diversité biologique et paysagère, le Bénéficiaire s'engage à :

- Installation et enlèvement du matériel : le Bénéficiaire se conformera strictement aux indications du Gestionnaire et du Conservatoire du littoral.  
Il appartiendra à l'Organisateur d'effectuer ces installations dans le respect des normes et usages habituels conforme à la pratique. Un soin tout particulier sera apporté au terrain environnant



lors du transport du matériel, du montage et démontage des équipements afin de ne pas porter atteinte au site. L'emprunt des chemins aménagés à cet effet est obligatoire.

Le détail des installations autorisées est décrit en annexe et toute modification ou équipement altérant visiblement ou durablement l'état du site ne pourra se faire qu'avec l'accord du Conservatoire et le cas échéant, des autres autorités ayant compétence en matière de protection des sites.

- Gestion des déchets : le Bénéficiaire doit maintenir les terrains visés par la présente convention en bon état de propreté. Il évacuera par ses propres moyens ou à ses frais les déchets et détritiques de toute sorte résultant de l'utilisation du terrain.
- Signalétique et balisage : le Bénéficiaire devra réaliser une signalisation adaptée en faveur du respect de l'environnement sur le site et procédera à cet effet au balisage directionnel de l'évènement dans le but de préserver le site et d'éviter la dispersion des personnes. Ce balisage s'effectue en coordination avec le Conservatoire et/ou le gestionnaire avec de préférence de l'éco-balisage.
- Maintenir le libre accès des moyens de secours et des services chargés de la gestion du site et en aucun cas laisser en stationnement ses véhicules sur le chemin et ses abords,
- En cas de dégradation, d'atteinte aux biens, de dépôts illicites de matériaux, de toute infraction, il devra alerter le Conservatoire du littoral et le Gestionnaire du site.

### **5.3 Activités autorisées**

Elles consistent en :

- Toutes activités liées à la gestion courante du domaine,
- L'accueil et l'animation des bâtiments dans le respect des missions du Conservatoire du littoral et de l'esprit des lieux,

Le Bénéficiaire aura un rôle de pédagogie auprès du public, afin de l'alerter sur le caractère fragile des lieux.

### **5.4 Activités interdites sans validation du Cdl**

Aucun véhicule n'est autorisé sur le site/sentiers en dehors des aires de stationnement ou des véhicules de sécurité.

L'Organisateur s'engage à ne pas créer d'activité commerciale sur les terrains du Conservatoire.

Le Bénéficiaire devra s'interdire et interdire sur les parcelles visées à l'article 1 toute activité ou aménagement incompatibles avec la nature des biens objet de la présente convention et des missions du Conservatoire du littoral notamment :

- la circulation et le stationnement des véhicules motorisés hors des lieux prévus à cet effet, à l'exception des véhicules de service et de sécurité,
- l'affichage sur ou à proximité du bâtiment de toute nature sans autorisation écrite du Conservatoire du littoral en dehors de l'information directement liée à la gestion du site et à son animation
- il ne pourra apposer ou faire apposer par des tiers des pancartes ou panneaux publicitaires de quelque nature qu'ils soient
- il ne pourra poser aucune clôture
- il ne pourra installer aucune parabole, ou antenne sans l'accord préalable du Conservatoire du littoral

## **5.5 Sensibilisation, communication**

Les manifestations ne relevant pas des pratiques conformes aux objectifs du Conservatoire du littoral, le logo et le nom du Conservatoire ne seront associés à aucune publication promotionnelle de l'évènement.

L'Organisateur devra également sensibiliser le public sur le caractère sensible du site, propriété du Conservatoire du littoral, sur lequel se déroule la pratique.

Le Conservatoire autorise les photographies et prises de vue lors de la manifestation sur son site, dès lors que celles-ci pourront être mises à sa disposition, libres de droits.

Leur usage par le Gestionnaire et le Conservatoire permettra uniquement d'assurer la promotion des actions conduites par le Gestionnaire du site et le Conservatoire du littoral (catalogues, affiches, cartons d'invitations, annonces et comptes rendus dans la presse, publications internes, etc...) sans la possibilité d'une quelconque commercialisation desdites photographies et prises de vue.

### **Article 5.6- Nombre de spectateurs estimés**

La manifestation attire 250 spectateurs sur la durée de l'évènementiel, dont le pic pouvant atteindre 125 personnes à la mi-journée.

La présente autorisation ne fixe pas de seuil de fréquentation pour l'édition 2022.

## **ARTICLE 6 :DROITS ET OBLIGATIONS DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

Le Conservatoire conserve la pleine propriété du terrain et s'engage :

- à ne procéder, sauf accord préalable du Bénéficiaire à aucun aménagement qui puisse affecter le « [Cross de la Seyne – Domaine de Fabrégas](#) » ,
- à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, et au [site](#).

## **ARTICLE 7 :DROITS ET OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE**

Le Gestionnaire veillera à l'application et au respect des termes de la présente convention. Il avertira le Conservatoire de tous les manquements du bénéficiaire.

Le Gestionnaire s'engage :

- à ne procéder, sauf accord préalable du Bénéficiaire à aucun aménagement qui puisse affecter le site/installations,
- à s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation du site/installations.

Le Gestionnaire, dans le cadre de l'entretien courant du site, pourra en cas de carence du Bénéficiaire, se substituer à lui afin de procéder à [la remise en état des lieux en cas de problème](#).

Le Gestionnaire alertera le Bénéficiaire (et le Conservatoire) de tout incident ou anomalie qui affecte notablement le site/installations, pour quelque cause que ce soit, afin que ce dernier prenne, sans délai, les mesures nécessaires.

## **ARTICLE 8 :RETRAIT DU TITRE D'OCCUPATION**

### **8.1 Retrait de l'autorisation pour inexécution des clauses et conditions**

Faute par le Bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente autorisation, l'autorisation pourra, en application de l'article R.2122-18 du code général de la propriété des personnes publiques, être retirée par le Conservatoire du littoral, sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai d'une semaine après en avoir informé le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Organisateur devra alors remettre les lieux en l'état et s'expose à d'éventuelles poursuites complémentaires ainsi qu'à un refus de renouvellement de COT ultérieur par le même organisateur ou pour le même objet.

### **8.2 Retrait pour un autre motif**

L'autorisation peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général.

En application de l'article R.2122-7 précité, l'autorisation peut être retirée à tout moment pour motif d'intérêt général sans indemnité de quelque nature que ce soit, dans un délai de 2 semaines minimum après en avoir informé le Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'un accord amiable entre les parties sur le montant de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal administratif de Toulon.

### **8.3 Renonciation à son titre d'occupation par le Bénéficiaire ou report de l'évènement**

Dans le cas où il aurait décidé de ne pas poursuivre l'organisation de l'évènement le Bénéficiaire en informe le Conservatoire du littoral par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum d'une semaine avant la date de l'évènement.

Un report ou une annulation des dates des manifestations pourra être envisagé en cas de force majeure (conditions météorologiques défavorables notamment).

Cette annulation est laissée à l'appréciation de l'Organisateur.

Dans le cas d'un report, une nouvelle COT sera établie, dans les délais les plus brefs, pour la nouvelle période considérée, contenant les mêmes dispositions que la présente COT.

Toute annulation du fait de l'Organisateur ne relevant pas des cas de force majeure susmentionnés, impliquera l'encaissement de la redevance, sauf si les terrains du Conservatoire sont restés libres d'occupation.

## **ARTICLE 9 : FIN DE L'OCCUPATION**

La présente autorisation d'occupation prend fin au terme fixé par l'article 2 et ne sera pas reconduite tacitement. Elle n'ouvrira pas droit à indemnité.

## **ARTICLE 10 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **10.1 Responsabilités**

Le Bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par l'organisation de l'évènement, de son fait, ou de celui des autres utilisateurs dont il est responsable, à l'égard des parties à la convention et à l'égard des tiers.

En cas de dégradation du site ou de troubles apportés à son fonctionnement, sauf faute avérée du Conservatoire et de ses agents, ou du gestionnaire du site et de ses agents, le Bénéficiaire sera responsable, dans les conditions du droit commun, envers le Conservatoire et envers tous tiers, de tous les incendies, dégâts ou accidents causés par sa présence et son exploitation. Il sera tenu d'exécuter, à toute réquisition du Conservatoire, les travaux nécessaires pour réparer à ses frais les dommages en résultant.

## **10.2 Assurances**

Le Bénéficiaire devra, dans les dix jours de la signature de la présente, se garantir contre tout dommage en souscrivant une police d'assurance garantissant sa responsabilité dans tous les cas où elle pourrait être recherchée.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation.

## **ARTICLE 11 : LITIGES**

Conformément à l'article L.2331-1 du code général de la propriété des personnes publiques, en cas de litiges entre les parties sur les modalités et exécution de la présente convention le tribunal administratif territorialement compétent sera saisi.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'entière exécution des présentes et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élection de domicile, pour le Conservatoire du littoral, au siège du Conservatoire du littoral à La Corderie Royale à Rochefort (17306), pour le Bénéficiaire [Club Seynois Multi Sports – section athlétisme au 72 chemin de la Seyne à Bastian, stade Antoine Scaglia, 83500 La Seyne-sur-mer.](#)

**DONT ACTE,**

Fait le :

La Directrice du  
Conservatoire du littoral,  
Mme Agnès VINCE

Le Gestionnaire,  
Métropole Toulon Provence  
Méditerranée,  
M. Jean-pierre GIRAN

Le Bénéficiaire,  
CSMS,  
M. Philippe MARTINENQ